

Mairie de Libreville/Amélioration de la gestion urbaine Ce que comptent apporter le FMI et le Pnud



Le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, et le Représentant-résident du Pnud, Stephen Jackson.



Auparavant, l'édile de la capitale et ses adjoints ont reçu le Représentant-résident du FMI, Marcos Poplouski Ribero (2^e à g.)

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

A travers leurs programmes de développement respectifs, les deux organismes onusiens affichent leur disposition à faire de notre capitale, et même des autres villes du Gabon, des moteurs de croissance de l'économie et de l'émergence du pays.

L'IMPORTANCE des villes comme moteurs de croissance de l'économie et de l'émergence du Gabon. Tel était en substance l'objet de la double séance de travail, hier matin, entre le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, en sa qualité de présidente de l'Association des maires du Gabon (AMG), et le Représentant-résident au Gabon du Fonds monétaire interna-

tional (FMI), Marcos Poplouski Ribero, et celui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Stephen Jackson, en seconde heure. Comment impliquer donc les villes ainsi que leurs édiles respectifs dans la mise en place d'un programme intégré de développement local et communautaire, de manière à assurer le bien-être nécessaire aux habitants ?

Marcos Poplouski Ribero, dans la présentation du partenariat entre le FMI et le gouvernement gabonais, a décliné les objectifs généraux d'un programme de financement et d'appui à la mairie. « Cette séance de travail a été très productive. Nous avons discuté du travail d'amélioration du service à l'endroit de la population et d'aide au gouvernement dans le contexte actuel de relance économique. Nous félici-

tons d'ailleurs le maire de Libreville pour le travail abattu dans la vitalisation de la ville », a-t-il indiqué. Le nouveau programme de partenariat entre le Pnud et le Gabon, lui, se situe dans le prolongement du projet Art Gold, initié en 2006, et dont l'objectif est de contribuer à la réduction de la pauvreté par la promotion du développement intégré des provinces, départements et villes, dans le do-

maine de la planification des politiques locales. « Ce programme est destiné à mettre en œuvre les ressources de l'État pour le développement local et communautaire, avec les Nations unies comme facilitateur et fournisseur d'expertise, et surtout pour la mise en œuvre des actions d'urgence pour le bien-être et le développement du peuple et du pays », a-t-il expliqué.

Unesco/Fin du Forum panafricain des jeunes pour la culture de la paix et la lutte contre la radicalisation en Afrique centrale

Pour plus d'implication des jeunes dans la prévention des conflits

J-C.A
Libreville/Gabon

C'est la principale recommandation à retenir des assises qui viennent de s'achever à Libreville. L'objectif étant ici de préserver la paix dans la zone Afrique centrale.

DÉBUTÉ le 30 novembre dernier, le Forum panafricain des jeunes pour la culture de la paix et la lutte contre la radicalisation, en vue de la création d'un système d'alerte précoce en Afrique centrale, s'est achevé le 1er décembre courant au stade de l'Amitié d'Angondjé. En présence du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mathias Otounga Ossibadjou et de la ministre déléguée aux Affaires étrangères, Sylvie Léocadie Nzaou, côté gabonais. Et pour les partenaires, du secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Ahmad Allami, du chef du Bureau des Nations unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), François Lounseny Fall, entre autres. Deux jours durant, les jeunes venus d'horizons



Les officiels à la clôture du forum, dont le ministre de la Jeunesse, Mathias Otounga Ossibadjou (c).

africains divers ont planché sur les voies et moyens de renforcer leur implication dans la promotion d'une culture de la paix par la prévention et la gestion des conflits et des violences en Afrique. Mais aussi sur la création d'un système de prévention des conflits et de violence et de contribution à l'alerte précoce de la jeunesse, en vue de la construction de sociétés plus résilientes et pacifiques. Plus spécifiquement, il s'est agi d'identifier les modalités d'implication des jeunes dans la prévention des crises et des conflits et dans la lutte contre la radicalisation religieuse, sociale et politique. Mais également de

permettre une appropriation par des représentants des Conseils nationaux de la jeunesse et du réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix du projet sous-régional "Renforcement des capacités des jeunes en gestion de mouvements associatifs et création d'un système de prévention des conflits et des violences et de contribution à l'alerte précoce de la jeunesse pour la paix et la sécurité en Afrique centrale" **MÉMORANDUM** * Il a également été question de préparer une recommandation des jeunes en vue de l'adoption par la 45e session de la réunion ministérielle du Comité consultatif permanent des Nations unies chargé



Des participants venus de divers horizons.

des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC) du projet sous-régional et, enfin, de permettre la tenue parallèle de l'Assemblée générale du Conseil sous-régional de la jeunesse de la CEEAC et d'une réunion élargie du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix portant réflexion sur l'amélioration de sa gouvernance, la définition de la stratégie de développement du PAYNCOP sur le continent et la révision de son plan d'actions. A l'issue des travaux, un mémorandum a été rendu public par les jeunes. Ceux-ci exhortent le chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo Ondimba, président en exercice de la

CEEAC, d'inscrire à l'ordre du jour du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC l'adoption du projet régional ci-dessus mentionné. Dans cette même veine, ils recommandent que ledit projet soit présenté à la 45e session de la réunion ministérielle de l'UNSAC qui se réunit à Kigali (Rwanda), du 04 au 08 décembre 2017. Mais également que le plaidoyer des jeunes lors de cette rencontre en faveur dudit projet soit appuyé par les représentants du gouvernement gabonais, ainsi que par le secrétaire général de la CEEAC. A cela s'ajoute l'élaboration (avec la participation des jeunes) par le Secr-

taire général de la CEEAC d'une stratégie opérationnelle pour la jeunesse, afin de promouvoir son autonomisation et sa contribution au développement et à l'intégration de la sous-région de l'Afrique centrale, avec l'appui de l'UNOCA, de l'Unesco et de l'OIF. Enfin, les jeunes recommandent à la CEEAC de soutenir le développement participatif et la mise en place de stratégies nationales par les institutions concernées, notamment la société civile et la jeunesse au niveau local et national, pour aborder la question de la discrimination sous toutes ses formes, y compris celles fondées sur le genre, l'ethnie, la religion, la culture et la situation géographique, y compris les jeunes migrants et les personnes de la diaspora. En sus des recommandations, les jeunes se sont engagés, pour leur part, à faire le plaidoyer du projet, afin que chacun des gouvernements des pays concernés soutienne sa mise en œuvre et à participer à sa mise en œuvre dans chaque pays. Mais aussi à contribuer à l'élaboration de la stratégie relative à la jeunesse de la CEEAC.